

# BRÈVES ÉCONOMIQUES Tunisie & Libye

Une publication du Service Economique Régional de Tunis  
Semaine du 09 juin 2025

## LE CHIFFRE A RETENIR

**+5,4%**

Le taux d'inflation en Tunisie en mai  
2025

## Tunisie – Zoom sur le rapport d'examen de la politique d'investissement par la CNUCED.

La Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED) a publié en janvier dernier [l'examen de la politique d'investissement](#) (EPI) de la Tunisie, dans lequel elle analyse le cadre juridique, réglementaire et institutionnel relatif à l'investissement, ainsi que les mécanismes de promotion et de facilitation. Elle y formule des recommandations visant à renforcer le cadre d'investissement, améliorer l'attractivité du pays et maximiser les retombées économiques et sociales des investissements.

**Un recul de l'investissement qui pénalise la croissance et l'emploi.** Au cours des dernières décennies, les flux d'investissements directs étrangers (IDE) entrants en Tunisie ont diminué. Alors qu'ils dépassaient régulièrement 1 Md USD annuellement entre 2006 et 2015, ils se sont contractés à environ 700 M USD par an depuis 2020. Ce recul s'inscrit dans une dynamique plus large de baisse du taux d'investissement (public et privé), qui est passé de 19,3% du PIB en 2016 à environ 12% en 2024 (FMI), un niveau nettement inférieur à celui des autres pays à revenu intermédiaire (taux d'investissement moyen de 30%). Par ailleurs, si les flux d'IDE se concentrent principalement dans l'industrie manufacturière exportatrice (plus de la moitié des flux d'IDE sur la période 2020 - 2023), les segments à forte valeur ajoutée (haute technologie) restent peu développés. Cette tendance freine la croissance économique du pays (taux de croissance moyen de 2,2% sur 2004 – 2022, contre 5,5% en moyenne pour les pays à revenu intermédiaire) et se traduit également par un chômage structurellement élevé, qui atteignait 15% en 2023, ainsi qu'une forte prévalence de l'économie informelle (entre 27% et 49% de l'emploi total et près de 35% du PIB selon la CNUCED).

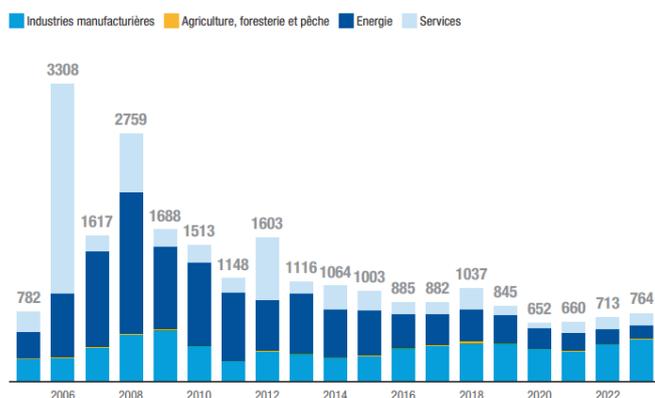
**La dynamique d'investissement en Tunisie est freinée par un climat des affaires dégradé et une complexité administrative persistante.** Le recul des flux d'IDE en Tunisie peut notamment s'expliquer en raison : (i) d'importantes barrières administratives, notamment liées au régime d'autorisation, à la multiplication des acteurs institutionnels et à un accès difficile au foncier, alors que la digitalisation demeure limitée ; (ii) des restrictions aux mouvements de capitaux du code des changes, qui impose des contraintes significatives aux entreprises résidentes, offshore et

onshore, en matière de transferts et de rapatriement des bénéficiaires et de financement extérieur ; (iii) des imprécisions du cadre juridique relatif au droit du travail, de l'environnement et de la concurrence et d'un déficit de capacités institutionnelles pour en assurer la mise en œuvre.

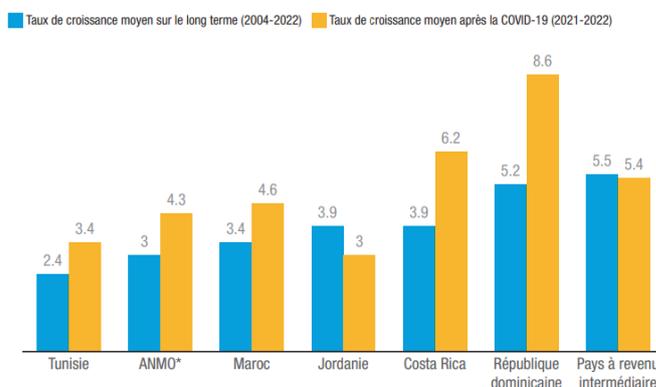
**La CNUCED souligne l'importance de réformes structurelles destinées à renforcer l'attractivité de la Tunisie.** Si le pays possède un potentiel productif important de par sa position géographique stratégique, son économie diversifiée à l'échelle continentale et sa main d'œuvre qualifiée, des réformes structurelles sont nécessaires pour renforcer son attractivité.

La CNUCED recommande notamment : (i) la simplification du cadre réglementaire, notamment via la suppression de la carte de commerçant étranger ; (ii) la réforme du code des changes, pour faciliter les opérations financières ; (iii) la suppression des disparités, en particulier non tarifaires, entre les régimes offshore (réservés aux entreprises totalement exportatrices) et onshore afin de garantir un traitement égalitaire aux investisseurs ; (iv) l'amélioration de l'accès au financement à long terme, en particulier pour les PME, ainsi que la modernisation des procédures commerciales et douanières ; (v) le renforcement de la gouvernance autour de la politique d'attractivité, à travers la mise en place d'un guichet unique opérationnel et une meilleure coordination institutionnelle.

**Graphique 1 (gauche) : Evolution des flux d'IDE entrants en Tunisie (2005-2023), en M USD – Graphique 2 (droite) : Evolution du taux de croissance par pays.**



Source: Calculs de la CNUCED, sur la base des données de la Banque centrale de Tunisie et de l'Agence de promotion de l'investissement extérieur (Foreign Investment Promotion Agency).



Source : Banque mondiale, 2024a.

Note : En excluant les pays à revenu élevé.

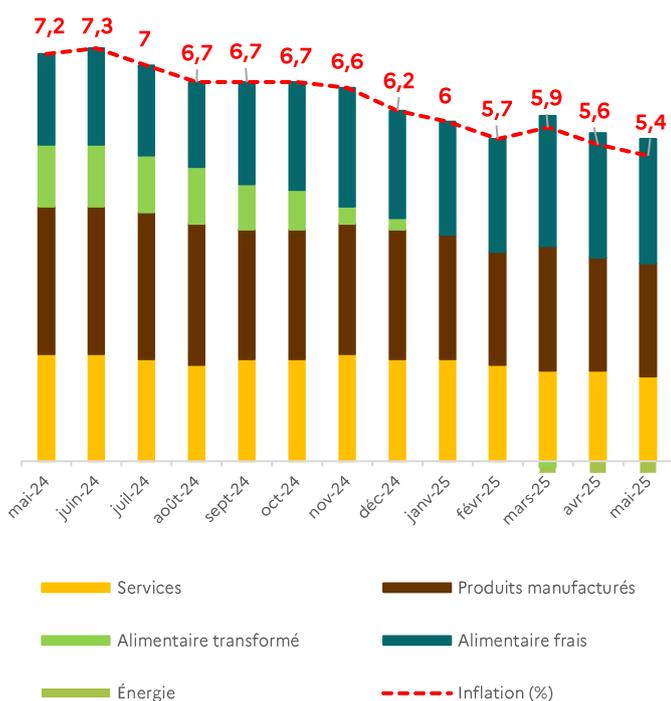
Source : EPI Tunisie, CNUCED.

# Tunisie

## L'inflation recule à +5,4 % sur un an en mai

Selon les dernières données [publiées](#) par l'Institut national de la statistique (INS), le taux d'inflation en Tunisie s'est établi à +5,4% en mai 2025 en glissement annuel (g.a.), après +5,6% en g.a. le mois précédent, soit son plus bas niveau enregistré depuis avril 2021. Sur un mois, les prix ont progressé de +0,3% (contre +0,6% en avril), principalement tirés par les produits alimentaires (+0,4%) et les produits de l'habillement (+0,5%). Cette tendance est similaire sur un an, la hausse des prix étant tirée par : (i) les produits alimentaires (+7%, contre +7,3% le mois précédent), en lien avec les légumes frais (+25,3%) et la viande d'agneau (+19,8%), en dépit de la diminution des prix des huiles alimentaires (-22,2%) ; (ii) les articles d'habillement et chaussures (+9,4%, contre +9,5% le mois précédent) ; (iii) les restaurants et hôtels (+10,8%, contre +11,5% en avril). L'inflation sous-jacente (hors alimentation et énergie) reste stable à +5,5% sur un an. Enfin, les prix des produits libres ont progressé de +6,5% en g.a. (contre +6,8% en g.a. le mois précédent) tandis que les prix des produits à prix administrés progressent plus modérément (+1,6% en g.a.).

Contributions à l'inflation par secteurs.



Source : INS

## Le taux d'exécution des dépenses d'investissement s'élève à 9% à fin mars 2025

D'après [les résultats provisoires de l'exécution du budget de l'Etat](#) publiés par le ministère des Finances, les recettes budgétaires de l'État ont atteint 12,6 Mds TND à fin mars 2025, soit un taux de réalisation de 25,1% par rapport aux objectifs fixés dans la loi de finances 2025 (LF 2025). Par catégorie, les recettes fiscales se sont élevées à 11,2 Mds M TND, soit un taux de d'exécution de 24,7% alors que les recettes non fiscales ont été collectées à hauteur de 26,6% (1,2 Md TND). Les ressources d'emprunt ont, quant à elles, atteint 8,2 Mds TND, soit à un taux de réalisation de 29%, grâce à la mobilisation de financements domestiques (6,3 Mds TND, taux de réalisation de 28%) et externes (2 Mds TND, taux de réalisation de 31%). Concernant les dépenses budgétaires, celles-ci s'établissent à 10,3 Mds TND à fin mars, soit un taux d'exécution de 17%. Ce résultat s'explique principalement par le faible taux d'exécution des dépenses d'intervention (11,7%, soit 2,4 Mds TND) et des dépenses d'investissement (9,4%, soit 0,5 Md TND). A l'inverse, les dépenses de masse salariale et le remboursement des intérêts de la dette connaissent des taux d'exécution plus élevés, de respectivement 22,5% (5,5 Mds TND) et 25,3% (1,6 Md TND). Parallèlement, l'Etat a assuré le remboursement de 40% (7,4 Mds TND) du principal de la dette publique à fin mars, notamment grâce au remboursement d'un Eurobond en janvier 2025. Pour rappel, la loi de finances (LF 2025) prévoit un déficit hors dons de 5,5% en 2025 (après -6,4% en 2024).

## Le gouvernement présente les principales orientations du projet de loi de finances pour l'année 2026

Le 11 juin 2025, la Première ministre Sarra Zaafrani Zenzri a présidé un [conseil ministériel](#) consacré aux grandes orientations du projet de loi de finances pour l'année 2026

(PLF 2026), actuellement en cours d'élaboration. Ce projet, qui devrait être soumis à l'ARP à l'automne, s'inscrit dans la continuité des priorités affichées dans la loi de finances 2025 (LF 2025). Parmi les priorités mises en avant, on retrouve : (i) le développement des ressources propres de l'Etat, en consacrant la politique du "compter sur soi" ; (ii) le soutien à l'investissement à travers la libéralisation de l'initiative privée, l'amélioration du climat des affaires et l'investissement public ; (iii) le renforcement des fondements de l'Etat social en soutenant les ménages à faibles revenus ; (iv) l'investissement dans des programmes de développement régional. Selon le communiqué, ces orientations devraient servir de base pour l'élaboration du Plan de développement quinquennal 2026-2030.

## **Creusement du déficit commercial de plus de 30% en g.a. à 8,4 Mds TND à fin mai 2025**

Selon les données publiées par l'Institut National de la Statistique (INS), les exportations tunisiennes de biens s'établissent à 26,8 Mds TND (7,9 Mds EUR) à fin mai 2025 (niveau relativement stable par rapport à la même période en 2024). Les importations ont, quant à elles, progressé de 6,1% sur un an pour atteindre 35,2 Mds TND (10,4 Mds EUR). En conséquence, le déficit commercial s'élève à 8,4 Mds TND (2,5 Mds EUR), contre 6,4 Mds TND un an plus tôt, soit un creusement de près de 31%. La stagnation des exportations résulte de la forte baisse des ventes de produits énergétiques (-30,7% sur un an à 1 Md TND) notamment de produits raffinés, et du recul des exportations de produits agroalimentaires (-18,5% à 2,1 Mds TND) dans un contexte de baisse de prix de l'huile d'olive. Ces évolutions ont été compensées par la performance des industries minières (+12,9% à 1 Md TND), des industries mécaniques et électriques (+6,4% à 12,8 Mds TND) et de celle du textile-habillement (+2% à 4,8 Mds TND). Du côté des importations, la croissance a été tirée par la hausse des achats dans les industries mécaniques et électriques (+18,6% à 14,7 Mds TND) et dans les industries agroalimentaires (+8,5% à 4,4 Mds TND). A fin mai 2025, les principaux clients de la Tunisie sont la France (22% des ventes), l'Italie (17,5%) et l'Allemagne

(14,5%) tandis que les principaux fournisseurs sont la Chine (13,6% des achats), l'Italie (11,6%) et la France (10,8%).

## **Renault en tête des ventes de voitures neuves en Tunisie à fin mai**

Selon les données de l'Agence Technique des Transports Terrestres (ATTT) [rapportées](#) par l'IBoursa, le constructeur automobile français Renault occupe la première place sur le marché tunisien avec 2 312 nouvelles immatriculations (véhicules de particuliers et utilitaires) enregistrées entre le 1er janvier et le 31 mai 2025. Les constructeurs sud-coréens Hyundai et Kia se classent respectivement en deuxième et troisième position, avec 2 186 et 2 143 immatriculations.

**Tableau 1 – Principaux indicateurs structurels de la Tunisie.**

	2024	2025 (p)	2026 (p)
PIB nominal, en Mds USD	53	56,3	57,9
Croissance du PIB réel, en %	1,4	1,4	1,4
Taux d'investissement, en % du PIB	11,9	10,7	10,3
Taux d'épargne, en % du PIB	10,2	8	7,2
Taux d'inflation annuel moyen, en %	7	6,1	6,5
Solde budgétaire, en % du PIB	-5,9	-5,4	-5,2
Recettes publiques, en % du PIB	28,5	28,1	27,6
Dépenses publiques, en % du PIB	34,5	33,3	33
Dettes publiques, en % du PIB	83,1	82,9	84,2
Solde courant, en % du PIB	-1,7	-2,7	-3,1
Réserves en devises, en Mds USD	9,2	8,1	7,2
Notation souveraine Fitch/Moody's	CCC+/CAA2 stable	CCC+/CAA1 stable	-

Sources : World Economic Outlook April 2025 Database, FMI.

**Tableau 2 – Principaux indicateurs conjoncturels de la Tunisie.**

Indicateurs macroéconomiques	Période	Valeur	Var. par rapport à la période précédente
Croissance trimestrielle du PIB, en g.a. en %	T1 2025	+1,6%	-0,8 p.p.
Taux de chômage, en % de la pop. active	T1 2024	15,7%	-0,3 p.p.
Taux d'inflation mensuel, en %	Mai-2025	5,4%	-0,2 p.p.
Recettes touristiques cumulées, en Mds TND	Au 10/06/2025	2 760 M TND	+7,7% en g.a.
Revenus du travail cumulés, en Mds TND	Au 10/06/2025	3 502 M TND	+8,4% en g.a.
Indicateurs monétaires et financiers	Période	Valeur	Var. en g.a.
Taux d'intérêt directeur, en %	Depuis le 26/03/2025	7,5%	-0,5 p.p.
Réserves de change, en jours d'importations	Au 12/06/2025	100 jours	-8 jours
USD/TND	Au 11/06/2025	2,95	-5,66%
EUR/TND	Au 11/06/2025	3,37	+0,13%

Sources : INS, BCT.

# Libye

## À fin mai 2025, la BCL a enregistré des sorties nettes en devises totalisant près de 5 Mds USD

La Banque centrale de Libye (BCL) a publié son [rapport](#) sur les recettes et les dépenses publiques pour les cinq premiers mois de l'année 2025. Les recettes budgétaires se sont élevées à environ 9,6 Mds USD, dont près de 99% proviennent du secteur pétrolier, à travers les revenus des ventes de pétrole (8 Mds USD) et les redevances pétrolières (1,5 Md USD). En revanche, les recettes fiscales, principalement composées de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés, ainsi que les recettes douanières restent marginales, représentant à peine 23 M USD. Les dépenses publiques ont atteint 8,5 Mds USD sur la période, absorbées principalement par les rémunérations de la fonction publique (5,9 Mds USD, soit 70% des dépenses totales) et les subventions (2,2 Mds USD, soit 26%). Par ailleurs, la BCL a indiqué avoir collecté l'équivalent de 2 Md USD au titre de la taxe sur les ventes de devises étrangères. Hors recettes issues de cette taxe, l'excédent budgétaire s'établit à 1,1 Md USD à fin mai. Concernant les flux en devises, les dépenses, principalement destinées aux importations, aux transferts personnels et aux versements à certaines entreprises publiques, ont atteint 14,2 Mds, entraînant une sortie nette de devises de l'ordre de 4,7 Mds USD.

**Tableau 3 – Principaux indicateurs structurels de la Libye.**

	2024	2025 (p)	2026 (p)
PIB nominal, en Mds USD	42,1	47,5	48,7
Croissance du PIB réel, en %	-0,6	+17,3	+4,3
Production pétrolière, en M b/j	1,1	1,4	1,5
Taux d'inflation annuel moyen, en %	+2,1	+2,3	+2,3
Solde budgétaire, en % du PIB	+0,2	+0,2	+0,2
Solde courant, en % du PIB	6,9	10,4	8,7
Réserves en devises, en Mds USD	82,9	83	83,1

Sources : World Economic Outlook April 2025 Database, FMI.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Tunis

Rédaction : SER de Tunis

Abonnez-vous : [S'inscrire](#)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.